

## Formation AGRICULTURE

Programme statistique 2003
----------------------------

page

### **INSEE**

- Département de l'industrie et de l'agriculture - Division Agriculture ..... 3

### **MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PECHE ET DES AFFAIRES RURALES**

- Service central des enquêtes et études statistiques - SCEES..... 7

- Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture - DPMA ..... 24

**MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE (MSA) ..... 27**



**INSEE**

Département de l'industrie et de l'agriculture  
Division Agriculture

**1. Exposé de synthèse**

Les travaux de la division Agriculture de l'INSEE sont structurés autour de trois thèmes :

- **élaboration des comptes de l'agriculture**, afin d'alimenter le cadre central de la comptabilité nationale et de produire un compte « spécifique » présenté à la commission des comptes de l'agriculture de la nation, compte qui est également fourni à EUROSTAT ;
- **élaboration de trois indices de prix agricoles** (indice des prix des produits agricoles à la production - lppap -, indice des prix d'achat des moyens de production agricole - lpampa -, indice des prix de gros alimentaires sur les marchés publics parisiens) ;
- **études** : celles-ci sont relatives au fonctionnement économique des exploitations agricoles (coûts de production, études économiques utilisant le fichier des bénéficiaires réels agricoles) et à l'étude des revenus « globaux » des foyers d'agriculteurs (c'est-à-dire y compris les revenus non agricoles). D'autres études sont également menées sous un angle macro-économique, à partir des comptes de l'agriculture.

**2. Travaux nouveaux pour 2003**

Au niveau des études, l'axe principal de travail concerne l'exploitation des fichiers fiscaux, si possible appariés avec des sources spécifiquement agricoles, afin d'étudier les revenus et plus généralement les variables financières :

- Source fiscale « ménages » (IR)
  - L'année 2003 devrait être celle sur laquelle portera la prochaine opération d'appariement entre le RICA et les fichiers fiscaux de l'impôt sur les revenus (IR), après 1991 et 1997 (encore exploité aujourd'hui).
  - L'examen des disparités pourrait être creusé du côté des ménages d'agriculteurs à faible revenus, notamment à partir de l'appariement RICA – IR sur 1997.
- Source fiscale des bénéficiaires réels agricole (BRA)
  - L'année 2003 devrait voir l'exploitation de l'appariement avec le recensement agricole (RA 2000) qui devrait être réalisé, en collaboration avec le Scees, en 2002.

L'étude du dynamisme des exploitations (de leur agrandissement en particulier) sera approfondie à partir des données du recensement agricole.

En ce qui concerne le commerce extérieur de la filière agro-alimentaire, les études réalisées s'arrêtent aux statistiques de 1996. L'examen de la période récente est envisagé.

Par ailleurs, le modèle permettant l'analyse des coûts de production par produit continuera à être alimenté par la source RICA.

**3. Opérations répétitives**

Elaboration des **comptes de l'agriculture** et **suivi de la conjoncture agricole** : elles donneront lieu aux productions traditionnelles (compte provisoire 2002, compte prévisionnel 2003, présentations ainsi que réunions du groupe technique dans le cadre de la CCAN, suivi du commerce extérieur agro-alimentaire, participation aux notes de conjoncture de l'Insee).

Les **trois indices** calculés par la division Agriculture (lppap, lpampa, indice des prix de gros sur les marchés parisiens) continueront à être publiés mensuellement. Ces indices font partie des données

suivies dans le cadre de l'observatoire économique des prix des produits agricoles et alimentaires, mis en place au sein du Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire, et aux travaux duquel la division participe. La préparation du passage à la « base 2000 » devra être finalisée en 2003.

#### **4. Allègement de la charge statistique des entreprises**

Sans objet

#### **5. Aspects particuliers du programme 2003**

##### **Aspects « européens »**

Comme chaque année, la division Agriculture participera au comité de la statistique agricole, aux groupes de travail d'Eurostat sur les comptes et les prix agricoles (ainsi qu'aux task force correspondantes), qui réfléchiront sur les évolutions à donner aux indicateurs produits, en fonction des évolutions de la politique agricole commune.

La division poursuivra sa participation aux travaux d'expertise des comptes agricoles des états membres. Elle pourrait par ailleurs être sollicitée dans le cadre d'actions d'appui aux pays en pré-adhésion, sur les domaines des comptes et des indices de prix agricoles.

#### **6. Liste des publications**

##### **6.1 Publications diffusées en 2001**

- **Insee Première :**

François RAGEAU - L'Agriculture en 2000 en Europe et en France  
(N°783 - juin 2001)

Claire LESDOS - Les comptes prévisionnels de l'agriculture en 2001  
(N°816 - décembre 2001)

Alain NOLIN - Les industries agro-alimentaires en 2000  
(N°799 - juillet 2001)

Lionel HEBRARD - Le développement des services agricoles  
(N°817 - décembre 2001).

- **Synthèses :**

Les comptes de l'agriculture en 2000 (Rapport présenté à la commission des comptes de l'agriculture de la Nation) Session du 13 juin 2001. En collaboration avec le Scees

- **Articles publiés à l'extérieur de l'INSEE :**

- « Les agriculteurs et les autres professions font de plus en plus bons ménages » (N. DELAME)  
Agreste cahiers n° 2 (juin 2001).

- Articles sur la consommation (Ph. BRION et B. LEGRIS) et les revenus (B. LEGRIS) dans le dossier « Portrait social sur la consommation de l'agriculture française » publié par la revue des chambres d'agriculture.

##### **6.2 Prévisions de publications pour 2002**

Un numéro de la collection « Synthèses » consacré à l'étude de la dynamique des exploitations agricoles (juillet). Il comprend 14 articles regroupés autour des thèmes suivants : cadrage avec le RA 2000, installation, agrandissement, emploi-revenu, financement, investissement-patrimoine. Divers organismes y ont contribué : Scees, CNASEA, MSA, Inra et Insee.

Deux Insee Première traditionnels sur les comptes de l'agriculture (comptes de l'agriculture, comptes prévisionnels).

Le rapport sur les comptes de l'agriculture en 2000, dans la collection « Synthèses ».

Un Insee Première sur « les agriculteurs », réalisé principalement à partir du recensement de la population et du recensement agricole.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003

Thèmes et opération	Unité responsable	Suivi	Observations
Comptes annuels de l'agriculture	Division Agriculture, en liaison avec le SCEES	En cours	Travaux permanents et préparation, à partir de 2002, du passage à la base 2000 du cadre central
Indices des prix des produits agricoles (IPPAP)	Division Agriculture	En cours	Permanent (mensuel) Passage à la base 1995 réalisé en juin 2000
Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA)	Division Agriculture	En cours	Permanent (mensuel) Passage à la base 1995 réalisé en février 2000
Indice des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés parisiens	Division Agriculture	En cours	Permanent (mensuel) Passage à la base 1995 réalisé en novembre 1999
Économie des exploitations agricoles (sources BRA et RICA)	Division Agriculture	En cours	
Coûts de production et compétitivité	Division Agriculture	En cours	
Étude des revenus non agricoles des agriculteurs	Division Agriculture	En cours	



## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES

Service central des enquêtes et études statistiques - SCEES

### 1. Exposé de synthèse

Le recensement agricole (RA 2000) a eu lieu en 2000 et sa diffusion se poursuivra tout au long de la période. Conformément aux directives communautaires, les **enquêtes "structures"** permettent de mesurer les évolutions en terme de structure, d'activité, de cheptels, de cultures entre les recensements. La première de la décennie aura lieu en 2003, les suivantes auront lieu en 2005 et 2007.

Le SCEES réalisera en 2003, en partenariat avec l'IFEN et la Direction de l'eau du Ministère de l'écologie et du développement durable une enquête **"eau et assainissement"** auprès des collectivités locales.

Une enquête sur la **population agricole et les structures de production agricole** sera réalisée à Mayotte en 2003.

En 2003, les travaux **d'études et de synthèse** seront plus particulièrement centrés sur les points suivants :

- Les opérations de rebasement des comptes en collaboration avec l'INSEE sont a priori de moindre envergure que ne le fut le passage en base 95, les concepts n'évoluant pas. Mais les nouvelles évolutions prendront notamment en compte les résultats du RA 2000.
- La Statistique Agricole Annuelle (SAA), qui a été recalée sur le RA en 2002, fera l'objet désormais d'une procédure de concertation entre le niveau national et les niveaux régionaux et départementaux, ceci dans l'objectif de donner pleinement à la SAA son statut de données de référence et d'assurer la cohérence entre les niveaux locaux et nationaux.
- Le RICA est lancé pour l'exercice 2002 auprès d'un échantillon de 7 876 exploitations agricoles, suivant le plan de sélection présenté en annexe I. La répartition tient compte de la diminution du nombre de comptabilités récupérées au titre de l'aide à la comptabilité qui disparaît.
- Le RICA fait l'objet d'une refonte informatique. La nouvelle application devrait être disponible au début de l'année 2003 de façon à prendre en compte les évolutions de la fiche demandées par la Commission européenne. Elle doit par ailleurs permettre d'homogénéiser les contrôles et les redressements et par-là même de réduire les délais de transmission des données RICA à la Commission européenne.
- Une réflexion sur le mode de production du RICA doit commencer en 2003. A partir d'une étude de l'existant, notamment sur les utilisations des données, cette réflexion doit évaluer la qualité de la collecte, de l'échantillonnage et permettre une évolution de l'organisation globale de la production du RICA.
- L'organisation des travaux de conjoncture au SCEES fait l'objet dès 2002 d'une réflexion approfondie pour rationaliser au mieux l'utilisation d'Internet et l'articulation entre la note de conjoncture générale et les notes de conjonctures spécialisées et développer une base de données conjoncturelles.
- Les bilans d'approvisionnement, réalisés annuellement à la demande d'Eurostat, vont être complétés par un bilan fourrager synthétisant les consommations des différentes espèces.

L'accent sera mis en 2003 sur l'étude des sources administratives, ceci dans un objectif opérationnel d'utilisation aussi bien au niveau des données de synthèse qu'en complément, voire en substitution de sources ou d'enquêtes existantes. Dans ce cadre, en collaboration avec l'INSEE, les travaux de rapprochement des données d'emploi du SCEES et de la MSA devraient se poursuivre.

Par ailleurs, le RA 2000 et les enquêtes thématiques de 2001 et 2002 seront exploitées et feront l'objet d'études nombreuses ; par exemple :

- Structure des exploitations (RA 2000)
- Main d'œuvre (RA 2000)
- Travaux d'évaluation de la directive nitrate
- Etudes sur l'horticulture, les vergers, la conchyliculture
- Mise à disposition de données sur les produits sous signes de qualité et d'origine.

**Dans le domaine des IAA**, la charte de qualité pour la réalisation des enquêtes de branche, validée en mars 2001 par le Comité du Label du CNIS, a été signée par l'ensemble des organisations professionnelles agréées ; son application fera l'objet d'une première évaluation début 2003. Les efforts menés par ces organisations et le Scees ont permis de respecter fin 2001 les délais actuellement prescrits par la réglementation européenne pour les enquêtes mensuelles de branche, mais il faut se préparer à de nouveaux raccourcissements. La charte de qualité permettra d'encadrer les actions d'amélioration programmées et leur évaluation. Les outils informatiques nécessaires au contrôle de la qualité des données sont en cours de développement au Scees, et devraient être opérationnels fin 2002-début 2003 (répertoire central d'unités enquêtées et système de stockage et de traitement des résultats).

Les enquêtes régulières du Scees continueront à être réalisées en 2003 sans évolution majeure. Pour les enquêtes thématiques, après celle programmée à l'automne 2002 sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, sera lancée en 2003 une enquête sur les relations inter-entreprises, en collaboration avec les autres services enquêteurs de façon à couvrir les divers secteurs économiques (industrie, construction, commerce et services).

Les exploitations de données administratives en complément des données d'enquêtes sont relancées en 2002, et devraient atteindre un régime de croisière en 2003 : il s'agit des données comptables issues des fichiers fiscaux BIC pour les petites entreprises sous le seuil d'interrogation des enquêtes du Scees, et des données sur l'emploi salarié dans les établissements (déclarations annuelles de données sociales).

En matière de **diffusion**, l'année 2001 a été très marquée par la production des produits de diffusion du recensement agricole 2000 ; en 2002 les dernières publications de chiffres bruts et les derniers cédéroms seront disponibles. Le RA 2000 va venir alimenter une bonne partie des articles de la revue "Agreste Cahiers".

L'année 2003 devrait voir la mise en place du dispositif allégé pour la conjoncture : moins de publications papier (conjoncture spécialisée) et remplacement par une rubrique "conjoncture spécialisée" de qualité sur Internet avec création d'un service payant d'envoi des notes par messagerie.

Le site Internet "Agreste" va jouer un rôle de plus en plus important dans la diffusion des productions du SCEES. L'effort va porter sur l'enrichissement du site et sur une meilleure connaissance des besoins du public d'internautes (suivi statistique de la fréquentation, enquête auprès des internautes...).

La base de données Datagreste va continuer à être enrichie tant par le nombre d'enquêtes stockées que par le thésaurus.

Les orientations du programme statistique à moyen terme 1999-2003 devraient être réalisées pour une grande partie. Le recensement agricole 2000 et les enquêtes thématiques associées (cheptel,



pratiques culturelles, horticulture, conchyliculture) ont bien été faites. L'enquête "structures 2003" et la reconduction de l'enquête "eau et assainissement" sont bien prévues pour 2003.

La rénovation de TERUTI, qui devait avoir lieu en 2003 est reportée en 2004 et 2005. Mais l'enquête-test communautaire LUCAS pourrait avoir lieu en 2003.

Les enquêtes "aviculture" et "structure de la production légumière" sont repoussées à 2004.

Les travaux autour des sources administratives ont avancé moins vite que prévu mais devraient s'intensifier à partir de 2003.

## **2. Travaux nouveaux pour 2003**

### **2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, renouvelées et de périodicité supérieure à l'année**

#### ***a) Enquête auprès des collectivités locales - volet « eau et assainissement »***

L'objectif de l'enquête est, sur l'exercice 2001, de connaître l'organisation et la gestion des communes pour l'ensemble des activités liées à l'eau, rassembler des éléments sur le prix de l'eau et leurs éléments explicatifs, estimer les quantités traitées, flux entrants et sortants, évaluer les performances des équipements au regard des orientations politiques retenues et de mesurer les évolutions depuis la précédente enquête de 1999. L'enquête est réalisée sur un échantillon de 5 000 communes et devrait avoir lieu au premier trimestre 2003.

L'enquête est réalisée par les services statistiques départementaux du Ministère de l'Agriculture en partenariat avec le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et l'IFEN.

Cette enquête a reçu un avis d'opportunité à la formation "Environnement" de 2001.

#### ***b) Enquête sur la structure des exploitations agricoles***

Conformément au programme communautaire, cette enquête sera réalisée à l'automne 2003. Elle devrait porter sur un échantillon de 60 000 à 70 000 exploitations tirées à partir de la base de sondage renouvelée du SCEES. Pour 2003, outre les variables statut juridique de l'exploitation agricole, population agricole familiale, activité sur l'exploitation, cultures, cheptel, main d'œuvre salariée, gestion, développement rural, un volet sur les aspects environnementaux est demandé par la commission (irrigation et gestion de parcelles à des fins environnementales).

Cette enquête est réalisée en métropole et dans les DOM.

Cette enquête a reçu un avis d'opportunité à la formation « Agriculture » de 2002.

#### ***c) Enquête élevage dans les DOM***

L'enquête élevage a pour objectif de fournir, pour chaque département d'outre-mer, des données sur les effectifs animaux par espèce (bovins, ovins, caprins et porcins) et de décrire les caractéristiques des élevages.

Les unités concernées sont triées parmi les exploitations recensées en 2000 et qui détiennent des animaux.

L'enquête est réalisée par enquêteur sur un échantillon de 300 exploitations par département. Elle est articulée en 2 passages :

- 1<sup>er</sup> passage à l'automne 2002 : les effectifs, les races et les conduites d'élevage ;
- 2<sup>ème</sup> passage à l'automne 2003 : mise à jour des effectifs, les productions et les modes de commercialisation.

Cette enquête a reçu un avis d'opportunité à la formation « Agriculture » de 2002.

#### ***d) Enquête sur la population et les structures de production agricole à Mayotte***

Cette enquête conduite par l'antenne INSEE de Mayotte avec l'appui technique du SCEES et de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt de la collectivité départementale vise à satisfaire les principaux besoins de connaissance sur l'agriculture mahoraise en matière de structure de production et de potentiel de développement. Elle pourrait être la base d'un dispositif de statistique agricole futur adapté au contexte local.

Cette enquête a reçu un avis d'opportunité à la formation « Agriculture » de 2002.

### **2.2 Autres travaux nouveaux ou rénovés prévus pour 2003**

Néant.

### **3. Opérations répétitives**

La liste des opérations figure en annexe II.

### **4. Allègement de la charge statistique des entreprises**

L'enquête sur les exploitations forestières et les scieries n'est plus exhaustive dans les grandes régions.

### **5. Aspects particuliers du programme 2003**

#### **5.1 Aspects régionaux et locaux**

L'enquête "structures", réalisée en 2003, comporte 70 000 questionnaires. Elle est représentative au niveau régional.

#### **5.2 Aspects environnementaux**

L'enquête "structures" comporte un volet environnemental : irrigation et gestion des parcelles.

L'enquête "eau et assainissement", réalisée en partenariat avec le MEDD et l'IFEN, permettra une meilleure connaissance de l'économie de l'eau, premier secteur économique lié à l'environnement.

Les enquêtes "bâtiments d'élevage" et "pratiques culturelles" réalisées fin 2001, seront exploitées en 2002 et 2003 et utilisées dans le programme d'évaluation de la directive nitrates en liaison avec la Direction de l'Eau et les agences de l'eau.

### 5.3 Aspects européens

Les contraintes européennes restent fortes sur l'ensemble du programme de l'année 2003. D'une part, une nouvelle enquête sur la structure des exploitations agricoles sera conduite dans les quinze Etats membres selon les orientations arrêtées par le règlement CE n° 143/2002 de la Commission. D'autre part, la deuxième phase LUCAS, sondage aréolaire sur 10 000 emplacements témoins européens dont 1 700 en France devrait être poursuivie en tenant compte des enseignements de l'exercice 2001. Il s'agit de l'observation à travers une nomenclature harmonisée de l'utilisation des sols et du partage entre agriculture et hors agricole y compris pour des aspects environnementaux.

Les travaux de réflexion commencés en 2002 sur des indicateurs agro-environnementaux devraient également s'accroître et éventuellement donner lieu à certaines modifications des statistiques existantes ou tout au moins à la préparation de telles modifications.

Le SCEES continuera d'observer la situation des pays candidats au regard des travaux de statistique agricole et d'avancement de "reprise de l'acquis communautaire". Il apportera son appui au processus d'amélioration dans le cadre communautaire et à travers des engagements mobilisant l'expertise de services officiels de statistique agricole. Malheureusement cet apport du SCEES ne peut être que limité compte tenu du volume de travail que requiert la mise à niveau de tous ces pays.

L'harmonisation communautaire nécessite de manière permanente une mobilisation des cadres du service afin d'être actif dans tous les groupes de travail spécialisés dirigés par EUROSTAT.

## 6. Liste des publications

### Publications 2001 :

- **Agrete Conjoncture - La note**  
Mensuel
- **Agrete Conjoncture - Industries agroalimentaires**  
Trimestriel
- **Agrete Conjoncture - Bilan conjoncturel de l'année 2001**  
Annuel
- **Agrete Conjoncture - Le bulletin**  
Mensuel
- **Agrete Conjoncture - Commerce extérieur agroalimentaire**  
Mensuel
- **Agrete Conjoncture - Grandes cultures**  
Mensuel
- **Agrete Conjoncture - Légumes**  
Mensuel
- **Agrete Conjoncture - Laits et produits laitiers**  
Mensuel

- **Agrete Conjoncture - Fruits**

Mensuel de mai à novembre

- **Agrete Conjoncture - Viticulture**

Mensuel de juillet à novembre

- **Agrete Conjoncture - Laits et produits laitiers**

Mensuel

- **Agrete Conjoncture - Aviculture**

Mensuel

Numéro spécial « année 2000 »

- **Agrete Conjoncture - Productions animales**

Apériodique

- **Agrete Conjoncture - Commerce extérieur bois et dérivés**

Trimestriel

- **Agrete GraphAgri**

L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires 2001

- **Agrete Primeur**

n° 86 : Les résultats 1999 des exploitations agricoles du RICA - La viticulture est épargnée par le repli

n° 87 : Le déficit s'aggrave après la suppression des farines animales - Les Quinze à la recherche de protéines

n° 88 : Les récoltes d'oléoprotéagineux dans l'Union européenne en 2000 - Des cultures en repli

n° 89 : Campagne 2000 de grandes cultures - Plus de céréales et moins d'oléoprotéagineux

n° 90 : 1,1 million de propriétaires possèdent au moins 1 ha de forêt - La forêt privée morcelée

n° 91 : En 1998, le m<sup>3</sup> varie de 11 à 23 francs pour un même service en zone rurale - Le prix de l'eau à la source

n° 92 : Production et consommation en hausse - La volaille reprend son envol en 2000

n° 93 : Premiers résultats du recensement agricole 2000 - Des exploitations plus grandes, des exploitants plus jeunes

n° 94 : Les comptes provisoires de l'agriculture 2000 par département et catégorie d'exploitations - Une année marquée par l'Agenda 2000 et la crise bovine

n° 95 : Les exportations reculent en 1999 et 2000 après de fortes hausses de prix - Vins français : une suprématie fragile

n° 96 : Enquête annuelle d'entreprise IAA, résultats provisoires 2000 - Hausse du chiffre d'affaires et des prix

n° 97 : Recensement agricole 2000 - Des régions très spécialisées

n° 98 : La production double en deux ans - 121 millions de litres de lait bio en 2000

n° 99 : La valeur vénale des terres agricoles en 2000 - Une hausse moins forte qu'en 1999

n° 100 : Ils poursuivent le renouvellement de leur vignoble - Des viticulteurs moins nombreux mais plus spécialisés

n° 101 : 7 000 exploitations en activité au recensement agricole 2000 - Profession : agriculteur bio

n° 102 : Enquête sur les matières utilisées dans la fabrication des aliments composés en 2000 - Recours accru aux tourteaux et aux céréales

n° 103 : La filière bovine depuis septembre 2000 - Les prix de détail ont pesé sur la reprise de la consommation

n° 104 : Un tiers des établissements en moins de dix ans - 339 abattoirs d'animaux de boucherie en 2000

n° 105 : Les comptes prévisionnels de l'agriculture par catégorie d'exploitations pour 2001 - Les aides publiques limitent les effets de la crise bovine

- **Agrete Cahiers**

n° 4 - décembre 2000

- . L'investissement agricole de 1990 à 1999 : des disparités départementales importantes
- . La conduite des prairies en France : pratiques intensives et rendements élevés dans le Nord-Est
- . Le biphase en alimentation porcine, une pratique d'élevage doublement intéressante
- . Géographie de l'agriculture communautaire : les productions soutenues par la Pac ne se concentrent pas

n° 1 - janvier 2001 - hors série

Les coefficients de marge brute standard 1996

- . Détermination des coefficients de marge brute standard 1996
- . Impact du rebasement des coefficients sur les classifications des exploitations

n° 1 - mars 2001

. L'agriculture s'intensifie, l'urbain s'étend...et l'occupation du territoire enregistre les transformations à l'oeuvre

- . L'évolution des structures d'occupation du sol vue par Teruti
- . La consommation des espaces agricoles et naturels en Île-de-France : plusieurs approches pour un suivi de précision
- . Lucas 2001, enquête pilote communautaire : l'Europe investit dans la statistique du territoire

n° 2 - juin 2001

- . Fertilisation azotée minérale : assagissement à la fin des années 80
- . Pollution azotée d'origine minérale : les progrès marquent le pas
- . Factures d'eau : comprendre les écarts
- . La pluriactivité gagne du terrain dans les exploitations professionnelles

n° 2 - juin 2001 - hors série

Résultats économiques des exploitations agricoles en 1999

Réseau d'information comptable agricole

- . Baisse du résultat en valeur réelle pour près de 60 % des exploitants

n° 3 - décembre 2001 - hors série

Les comptes prévisionnels de l'agriculture de l'agriculture française pour 2001

n° 3/4 - décembre 2001

Résultats du Recensement agricole 2000

#### • **Agreste Chiffres et Données Agriculture**

n° 129 : Statistiques forestières 1998 et 1999

n° 130 : Statistique agricole annuelle - Résultats provisoires 2000

n° 131 : RICA France - Tableaux standard 1999

n° 132 : Rebasement de l'ippap fruits et légumes (base 1995)

n° 133 : L'utilisation du territoire en 2000 - Nouvelle série 1992 à 2000

n° 134 : Informations et Suivi Objectif des Prairies - Guide d'utilisation

n° 135 : Le prix des terres agricoles en 2000

n° 136 : Bilans d'approvisionnement agroalimentaires 1993 à 2000

n° 137 : Statistiques forestières en 2000

#### • **Agreste Chiffres et Données Agro-alimentaire**

n° 100 : Industries agricoles et alimentaires - Entreprises de 20 salariés et plus – Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 1999

n° 101 : Coopération agricole : organismes coopératifs agricoles employant 10 salariés et plus - Enquête annuelle d'entreprise - Principaux résultats 1999

n° 102 : Récolte de bois et production de sciages en 1999

n° 103 : Lait et produits laitiers en 2000

n° 104 : Production des IAA en 2000 - Enquêtes de branches

n° 105 : Les matières premières pour l'alimentation animale en 2000

- **Agreste Recensement agricole 2000**

L'essentiel - France métropolitaine par région - 1 tome

L'essentiel - France métropolitaine par départements - 4 tomes

L'essentiel - Départements - 97 tomes

- **Statistique publique - synthèses**

n° 51-52 : Les comptes de l'agriculture en 2000

n° 53 : Inventaire communal 1998

- **Agreste numérique - cédéroms**

Industries agricoles et alimentaires – Résultats sectoriels et régionaux 1998 et 1999

Les comptes régionaux et départementaux de l'agriculture – Séries 1990-2000 en base 1995

- **Agreste numérique - cédéroms Recensement agricole 2000**

La fiche comparative - Métropolitaine

La fiche comparative - Région (22 cédéroms)

L'essentiel – France métropolitaine

L'essentiel – Départements d'Outre-Mer

L'essentiel – Région (22 cédéroms)

- **Divers**

Paiements compensatoires aux surfaces cultivées – Année 2000

Publication réalisée conjointement par l'ONIC, la SIDO et le SCEES

## **7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003**

Les orientations du programme statistique à moyen terme 1999-2003 sont globalement respectées mais quelques décalages sont constatés. Le recensement agricole s'est bien déroulé et le programme des enquêtes thématiques se poursuit. Les travaux autour des sources administratives ont pris un peu de retard mais vont encore se développer ; néanmoins la mise en place de l'IPG (Identification permanente généralisée) des bovins qui devrait permettre une meilleure connaissance des effectifs des cheptels bovins et se substituer à terme aux enquêtes ponctuelles a pris un retard important.

Les enquêtes qui seront réalisées en 2004 (aviculture, légumes) ont été décalées d'un an. De plus, il est néanmoins probable que les travaux de connaissance du domaine de la forêt seront légèrement décalés. En revanche, des travaux non prévus, mais rendus nécessaire par l'évolution de la conjoncture, seront réalisés, en particulier l'enquête sur les signes de qualité.

## ANNEXE I

### Le plan de sélection de l'échantillon 2002 du RICA (Réseau d'information comptable agricole)

---

Le texte de base fondant le Réseau d'information comptable agricole (règlement n° 79/65/CEE du Conseil de l'Union européenne du 15 juin 1965) prévoit une procédure annuelle d'approbation du plan de sélection (ou d'échantillonnage) devant une instance officielle représentative, le Comité national.

Comme le dispose l'arrêté interministériel du 17 septembre 2001 relatif au RICA, le CNIS constitue, en France, le Comité national du RICA. La formation Agriculture du CNIS est donc invitée à donner un avis sur les grandes lignes de l'échantillon et à approuver, le cas échéant, les orientations proposées.

#### Bref rappel méthodologique

Le Réseau d'information comptable agricole est une enquête statistique qui possède quelques spécificités fortes, liées notamment à son objectif (constatation annuelle des résultats économiques des exploitations agricoles) et à son adossement à une comptabilité. La fiche RICA suppose faite une comptabilité, dont elle reprend les données essentielles, auxquelles sont ajoutées des données extra-comptables sur la structure de l'exploitation interrogée.

En raison de la masse et des caractéristiques des données à recueillir et du coût unitaire de l'enquête, le RICA ne peut concerner qu'un échantillon relativement léger d'exploitations agricoles *professionnelles*. L'indispensable accord préalable des exploitants et le recours à des organismes tiers (centres de gestion du réseau CER France, autres centres de comptabilité et experts comptables) rendent quasi obligatoire de recourir à *méthode des quotas*.

En pratique, dans cette méthode, *l'univers*, connu à partir d'un recensement ou d'une enquête lourde, est découpé en strates fondées sur des caractères relativement faciles à observer et bien corrélés avec les variables étudiées. Des objectifs de collecte à atteindre sont déterminés pour chaque strate. Pour le RICA, ces strates sont des croisements région x OTEX (orientation technico-économique) x classe de dimension (au total 22 régions x 17 OTEX x 5 classes de taille = 1 870). L'univers est fourni par le recensement agricole ou les enquêtes structures.

Les responsables régionaux du RICA doivent en outre respecter un tableau à caractère budgétaire et organisationnel (répartition par *sous-échantillon*). Les fiches RICA ont en effet 3 types d'origine : comptabilités entièrement prises en charge par l'Administration, pour les exploitations au forfait n'ayant aucune contrainte réglementaire (sous-échantillon 1), comptabilités tenues par des exploitations soumises au régime fiscal du bénéfice réel (sous-échantillon 2), comptabilités liées à des aides publiques (sous-échantillon 3). Ces 3 types correspondent à des coûts unitaires très différents, passant de 1 230 € TTC pour le sous-échantillon 1 à 440 € pour les exploitations au bénéfice réel et à 130 € pour le sous-échantillon 3.

À ces objectifs quantitatifs précis s'ajoutent d'autres contraintes plus ou moins formalisées : couverture géographique correcte, représentation correcte des formes sociétaires, renouvellement (modéré mais réel) de l'échantillon. Ne peuvent en outre être recrutées que des exploitations dont l'exercice comptable est l'année civile (ou proche de l'année civile).

Il est en réalité impossible de respecter strictement l'ensemble des contraintes et des pertes peuvent en outre être constatées entre les quotas, la signature des conventions et la constitution réelle des fiches, en raison de l'abandon en cours d'exercice de certaines exploitations, de leur disparition, de problèmes divers. Ces pertes sont toutefois maintenant compensées, grâce à des listes de remplacement établies lors de conventions. Les écarts entre quotas et échantillons réels sont d'autre part neutralisés lors du dépouillement, car les coefficients d'extrapolation sont recalculés, sur le même univers ou sur un univers actualisé.

## Bilan de la sélection 2001 et proposition pour l'échantillon 2002

Depuis 1990, l'échantillon global pour la France entière se situe dans la fourchette 7 500 - 7 900 exploitations, avec quelques fluctuations dues à des contraintes budgétaires plus ou moins fortes.

### Évolution de l'échantillon national de 1990 à 2002

Année	Nombre de comptabilités												
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Quota	8 213	8 076	8 171	8 210	8 092	7 562	7 660	7 633	7 699	7 763	7 821	7 862	7 881
Fichier "définitif"	7 528	7 467	7 765	7 732	7 906	7 532	7 608	7 572	7 713	7 752	7 758	7 866 (*)	

(\*) Pour 2001, il s'agit en fait d'une estimation à partir des conventions signées.

L'échantillon RICA français est donc légèrement supérieur à la contrainte communautaire, fixée à 6 100 exploitations (avec une contribution financière jusqu'à 7 230 exploitations). Il permet une bonne représentativité nationale et une représentativité régionale en général acceptable.

La **sélection 2001**, telle qu'elle peut être appréhendée par les conventions, est très proche des quotas présentés au CNIS l'an dernier. Le nombre total d'exploitations est de 7 866.

La **répartition OTEX x CDEX de 2002** est déterminée avec le recensement agricole 2000, alors que celle de 2001 provenait de l'enquête structure de 1997. De plus, ce sont les coefficients de marge brute standard de 1996 qui sont maintenant utilisés, à la place de ceux de 1996. La physiologie de l'univers a évolué de façon non négligeable. L'augmentation générale des coefficients (et notamment ceux de l'hectare de vin d'appellation et de la vache laitière), alors que la définition des CDEX restait stable, a entraîné un glissement d'ensemble vers les grandes classes de dimension, et un renforcement substantiel des OTEX 37 et 41. Le profil théorique est donc très différent de celui présenté l'an dernier, mais a été calculé de façon à ne pas bouleverser l'échantillon, maintenant dépouillé avec la nouvelle MBS.

### Quotas nationaux par sous-échantillon

Année	Nombre de questionnaires				
	2000 (fichier définitif)	2001 (quota)	2001 (sélection*)	2002 (quota)	Évolution 2001 à 2002
<b>Sous-échantillon</b>					
1 (compta. ad-hoc)	1 396	1 268	1 273	1 145	- 128
2 (bénéfice réel)	5 060	5 457	5 438	5 666	+ 228
3 (PAM, etc.)	1 302	1 137	1 155	1 070	- 85
Total	7 758	7 862	7 866	7 881	+ 15

\* Bilan de la sélection effectué à partir des conventions signées.

La répartition entre sous-échantillons est à nouveau sensiblement remaniée, pour tenir compte de la tendance lourde à l'assujettissement d'un nombre toujours croissant d'exploitations au régime du bénéfice réel. Les exploitants bénéficiant d'un plan d'amélioration matérielle (ou PAM) ou d'une aide à la comptabilité sont au contraire de moins en moins nombreux. Le phénomène s'accélère en raison de l'abrogation de l'aide à la comptabilité à partir du 1er janvier 1997 (les dossiers déposés avant cette date ouvrant le droit à une aide pendant 5 ans). Le sous-échantillon 3 a donc été de nouveau fortement réduit, tout en restant relativement surreprésenté.

La répartition régionale est quasiment identique à celle de 2001. La seule évolution notable concerne cette année encore l'échantillon corse, qui devrait passer de 136 à 150 exploitations.



## Réseau d'information comptable agricole

## SÉLECTION 2002

## Quotas par sous-échantillon\*

	RÉGION	SS-ÉCH. 1	SS-ÉCH. 2	SS-ÉCH. 3	TOTAL
11	ÎLE-DE-FRANCE	2	162	-	164
21	CHAMPAGNE-ARDENNE	18	402	47	467
22	PICARDIE	25	276	24	325
23	HAUTE-NORMANDIE	19	165	9	193
24	CENTRE	34	418	65	517
25	BASSE-NORMANDIE	40	178	38	256
26	BOURGOGNE	50	275	77	402
31	NORD - PAS-DE-CALAIS	30	285	24	339
41	LORRAINE	27	198	33	258
42	ALSACE	23	118	31	172
43	FRANCHE-COMTÉ	41	163	28	232
52	PAYS DE LA LOIRE	76	397	74	547
53	BRETAGNE	56	475	103	634
54	POITOU-CHARENTES	66	268	27	361
72	AQUITAINE	97	317	87	501
73	MIDI-PYRÉNÉES	101	334	92	527
74	LIMOUSIN	48	114	40	202
82	RHÔNE-ALPES	108	310	48	466
83	AUVERGNE	70	226	72	368
91	LANGUEDOC-ROUSSILLON	73	262	107	442
93	PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	66	252	40	358
94	CORSE	75	71	4	150
	<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>1 145</b>	<b>5 666</b>	<b>1 070</b>	<b>7 881</b>

\* échantillon 1 : exploitations ne disposant pas déjà de comptabilité ;  
échantillon 2 : exploitations soumises au régime réel d'imposition ;  
échantillon 3 : exploitations bénéficiant d'un PAM ou d'une aide à la comptabilité.

## Réseau d'information comptable agricole

## SÉLECTION 2002

## Quotas par OTEX-CDEX\*

OTEX		CDEX					Total
		5-6	7	8	9	10	
13	Céréales, oléagineux, protéagineux	18	140	616	564	33	1 371
14	Autres grandes cultures	8	48	195	324	80	655
28	Maraîchage	4	32	76	73	20	205
29	Fleurs et horticulture diverse	2	33	68	56	16	175
37	Vins d'appellation	6	62	272	384	120	844
38	Autre viticulture	5	52	121	69	5	252
39	Fruits et autres cultures permanentes	6	36	117	125	42	326
41	Bovins lait	13	272	738	182	1	1 206
42	Bovins élevage et viande	46	259	264	36	-	605
43	Bovins lait, élevage et viande	1	39	123	61	1	225
44	Ovins, caprins et autres herbivores	21	162	161	24	-	368
50	Granivores	5	25	63	81	16	190
60	Polyculture	3	35	108	79	14	239
71	Polyélevage à orientation herbivores	4	16	69	44	1	134
72	Polyélevage à orientation granivores	1	17	70	63	5	156
81	Grandes cultures et herbivores	7	80	353	335	20	795
82	Autres combinaisons cultures élevage	3	18	57	55	2	135
<b>TOTAL</b>		<b>153</b>	<b>1 326</b>	<b>3 471</b>	<b>2 555</b>	<b>376</b>	<b>7 881</b>

OTEX : orientation technico-économique

CDEX : classe de dimension.

## ANNEXE II

## Liste des opérations répétitives en 2003

<b>CHAMP DE L'ENQUÊTE ET MODALITÉS D'EXÉCUTION</b>	<b>ÉTAT D'AVANCEMENT, DATE DE PUBLICATION OU DÉLAI DE PUBLICATION POUR LES OPÉRATIONS PÉRIODIQUES</b>
<p align="center"><b>AGRICULTURE ET FORÊT</b></p> <p align="center"><b>INSEE et Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales</b></p>	
<p><u>Réseau d'information comptable agricole (RICA) et sondes technico-économiques du RICA</u></p> <p>Sondage auprès de 7 800 exploitations agricoles parmi lesquelles 450 donnent lieu à un dispositif d'observation complémentaire (sondes technico-économiques).</p>	<p>AGRESTE Primeur</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1<sup>ers</sup> résultats année n : décembre n + 1</li> <li>- rapport annuel année n : décembre n + 1</li> </ul>
<p align="center"><b>Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales</b></p>	
<p>Les enquêtes effectuées dans les DOM sont rassemblées dans le dernier paragraphe.</p>	
<p align="center"><b><i>Structures agricoles et milieu rural</i></b></p>	
<p align="center"><u>Enquête sur l'utilisation du territoire</u></p> <p>Sondage auprès d'un échantillon de 560 000 points d'observation déterminés à partir de 15 500 photographies aériennes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1<sup>ers</sup> résultats : AGRESTE Primeur, 15 juillet</li> <li>- résultats définitifs : AGRESTE Données, 15 octobre</li> </ul>
<p><u>Enquête annuelle auprès des établissements d'enseignement technique agricole public et privés</u></p> <p>Enquête par correspondance auprès de quelque 790 établissements d'enseignement technique agricole privés.</p>	<p align="center">Pour mémoire</p>
<p><u>Base de sondage renouvelée des exploitations agricoles</u></p>	<p align="center">Pour mémoire</p>

<b><i>Productions végétales</i></b>	
<p style="text-align: center;"><u>Enquête sur les terres labourables</u></p> <p>Sondage réalisé par correspondance et téléphone auprès d'exploitations agricoles dans environ 60 départements</p>	<p>AGRESTE Conjoncture grandes cultures, du 15 août au 15 décembre suivant les cultures</p>
<p style="text-align: center;"><u>Enquête de prévision de production légumière</u></p> <p>Enquête auprès d'exploitants de groupements de producteurs, de marchands de plants, de négociants ou de coopératives (l'enquête concerne uniquement les principaux départements de production)</p>	<p>AGRESTE Conjoncture légumes, mensuel en cours de campagne</p>
<p style="text-align: center;"><u>Enquête de prévision de production fruitière</u></p> <p>Enquête auprès d'exploitants volontaires, de correspondants et de groupements de producteurs (l'enquête concerne uniquement les principaux départements de production). Principaux fruits et agrumes, raisin de table, prune à pruneau.</p>	<p>AGRESTE Conjoncture fruits, mensuel en cours de campagne</p>
<p style="text-align: center;"><u>Enquête de prévision de production de vin</u></p> <p>Enquête auprès d'exploitants volontaires, de correspondants et de coopératives de vinification (l'enquête concerne uniquement les principaux départements de production)</p>	<p>AGRESTE Conjoncture viticulture, mensuel en cours de campagne</p>
<b><i>Activités forestières</i></b>	
<p style="text-align: center;"><u>Enquête annuelle d'entreprise dans les secteurs exploitation forestière et scierie</u></p> <p>Enquête exhaustive auprès des entreprises employant 20 salariés et plus (500 entreprises). NAF : 02.0 B, 20.1A.</p>	<p>AGRESTE Données début n + 2</p>
<p style="text-align: center;"><u>Enquête annuelle sur les branches d'activité : exploitation forestière et scierie</u></p> <p>Enquête exhaustive auprès de quelque 12 000 établissements. NAF : 02.0 B, 20.1A.</p>	<p>AGRESTE Données mai n + 2</p>

<p><u>Enquête annuelle sur la consommation d'énergie des établissements industriels (scieries)</u></p> <p>Enquête par sondage auprès des établissements de dix salariés et plus. NAF : 20.1 A</p>	<p>Résultats définitifs : AGRESTE Données automne n + 1</p>
<p><u>Enquête annuelle sur les pépinières forestières privées et administratives</u></p>	<p>Pour mémoire</p>
<p><b>Statistiques animales</b></p>	
<p><u>Enquêtes cheptel bovin au 1er mai (enquête intermédiaire) et au 1er novembre</u></p> <p>Sondage par téléphone auprès de quelque 8 000 (1<sup>er</sup> mai) et par visite d'enquêteur auprès de quelque 12 000 (1<sup>er</sup> novembre) exploitations agricoles détenant des bovins</p>	<p>AGRESTE Conjoncture productions animales le 15 août (résultats de mai), le 15 février (premiers résultats de novembre)</p>
<p><u>Enquêtes cheptel porcin au 1er mai et 1er novembre</u></p> <p>Sondages par téléphone et auprès de quelque 3 000 (1<sup>er</sup> mai) et par visite d'enquêteur auprès de quelque 8 000 (1<sup>er</sup> novembre) exploitations agricoles détenant des porcins.</p>	<p>AGRESTE Conjoncture productions animales les 15 août et 15 novembre</p>
<p><u>Enquêtes sur le cheptel ovin et caprin</u></p> <p>Enquêtes par sondage en novembre auprès de quelque 5 000 exploitations agricoles détenant des ovins et 3 000 détenant des caprins.</p>	<p>AGRESTE Conjoncture productions animales 15 mars n + 1</p>
<p><u>Enquête sur l'activité des couvoirs</u></p> <p>Enquête mensuelle exhaustive auprès de 215 accoueurs (multiplicateurs)</p>	<p>AGRESTE Aviculture (mensuel) 40 jours après le mois d'activité</p>
<p><u>Enquête sur l'activité des sélectionneurs et multiplicateurs de souche de volailles</u></p> <p>Enquête mensuelle exhaustive auprès de 15 sélectionneurs et 25 distributeurs de volailles reproductrices (dindes et pintades)</p>	<p><b>Idem</b></p>

<p><u>Enquête auprès des centres de conditionnement des oeufs</u></p> <p>Enquête mensuelle par sondage auprès de 160 centres, enquête annuelle exhaustive auprès de 660 centres.</p>	Idem
<b>Enquêtes réalisées dans les départements d'outre-mer</b>	
<p><u>Enquête sur l'utilisation du territoire</u> (Guadeloupe, Martinique, Réunion).</p> <p>Sondage auprès d'un échantillon de points d'observation à partir de quelque 150 photographies par département.</p>	AGRESTE départemental en septembre n
<p><u>Enquête 2002-2003 élevage dans les DOM</u>(Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion)</p> <p>Sondage auprès de 300 exploitants par département</p>	AGRESTE départemental
<p><u>Relevés mensuels des prix à la production</u> (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion)</p> <p>Sondage auprès d'un échantillon d'exploitations agricoles et de marchés représentatifs de gros.</p>	AGRESTE départemental Conjoncture Publication mensuelle
<p><u>Indice des prix d'achat des moyens de production</u> (Réunion)</p> <p>Relevés de prix auprès des revendeurs, coopératives ou distributeurs.</p>	AGRESTE départemental Publication mensuelle
<b>Enquêtes diverses</b>	
<p><u>Enquête sur la population et les structures de production à Mayotte</u></p> <p>Enquête par enquêteur auprès d'environ 6 000 exploitations agricoles.</p>	Agreste Primeur
<p>Enquêtes sur la conjoncture agricole départementale</p> <p>Enquêtes auprès d'exploitants et de correspondants.</p>	AGRESTE régional et départemental AGRESTE Conjoncture générale (mensuel)

Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales et Ministère de l'Ecologie et du développement durable (IFEN)	
<u>Enquête « Eau et assainissement »</u> Enquête réalisée par enquêteur auprès de 5000 communes	Agreste Primeur

## **MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PECHE ET DES AFFAIRES RURALES**

Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture - DPMA

### **1. Exposé de synthèse**

2002 aura été pour le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture, celle de la réalisation du premier recensement de la conchyliculture, elle sera également celle de la publication des premiers résultats. Le secteur des pêches maritimes verra se concrétiser l'amélioration des procédures de collecte et de traitement avec le début de la mise en œuvre des évolutions du logiciel utilisé par les quatre centres littoraux destinées à accélérer et fiabiliser la saisie et améliorer sensiblement la qualité des données produites par une remise en cause complète du processus de rapprochement des données de captures et de celles des ventes. Des outils facilitant l'accès à des synthèses et à la création de tableaux de bord permettront de gagner en efficacité pour éclairer les effets de la politique des pêches.

Ces objectifs sont tous en cours de réalisation et en bonne voie d'avancement.

Dans la continuité des actions amorcées en 2001 et consolidées en 2002, l'année 2003 comporte quatre axes principaux pour le système statistique des pêches maritimes et de l'aquaculture :

- La consolidation de la base de donnée des pêches maritimes et sa délocalisation du centre informatique des affaires maritimes de Saint-Malo vers le bureau central des statistiques. Cette consolidation passe par la poursuite des actions déjà entreprises d'amélioration de la qualité et de l'exhaustivité de la collecte, la mise en œuvre d'une procédure automatique de simplification du rapprochement des données de captures et des données de ventes des produits de la mer et par une refonte des méthodes de prise en compte des données manquantes.
- La valorisation des données du premier recensement de la conchyliculture et la rénovation des enquêtes annuelles d'entreprises sur la base du fichier d'entreprises constitué à l'occasion de ce recensement.
- La mise en place d'une structure de réflexion autour des différents concepts utilisés, la réalisation de synthèses adaptées à ces concepts et la valorisation de la production statistique du bureau par la publication de données plus nombreuses.
- L'ébauche d'une connaissance socio-économique du secteur des pêches maritimes en utilisant les données comptables des entreprises de pêche obtenues auprès de groupements de gestion et en les complétant par des données d'enquêtes qui feront l'objet de premiers tests en 2003.

### **2. Travaux nouveaux pour 2003**

#### **2.1 Enquête renouvelée**

Le BCS va s'appuyer sur les premiers résultats du recensement de la conchyliculture et sur la réalisation à l'issue de celui-ci d'un fichier exhaustif des entreprises conchylicoles pour rénover l'enquête annuelle du secteur réalisée par voie postale. Le questionnaire, du fait du mode d'enquête devra rester simple, toutefois, les leçons seront tirées du recensement pour améliorer et affiner le questionnement et pour créer un volet variable d'une année à l'autre approfondissant un thème particulier. D'autre part des méthodes seront testées pour passer progressivement d'une enquête exhaustive à une enquête plus approfondie mais sur un échantillon ce qui permettra d'alléger la phase de collecte de se concentrer sur la qualité des réponses et de raccourcir les délais de traitement.



## **2.2 Autres travaux nouveaux**

Dans le cadre du suivi de la production de la pêche, le BCS se propose d'alléger le travail des quatre centres de traitements statistiques qui dépendent du ministère de l'équipement, du transport et du logement (Affaires maritimes) suite à l'étude entreprise pour la mise au point d'une procédure de simplification et d'automatisation de la phase de rapprochement entre les données de captures, directement saisies par les agents des CRTS, et les données de ventes en criées centralisées par l'OFIMER. Cette phase, essentielle dans le système statistique actuel, permet de valider les données de captures. Le logiciel d'automatisation et d'aide à la décision mis à la disposition des centres de traitement sera développé au cours de l'année 2002 et son application devrait donner son plein effet en 2003.

La création d'une nouvelle base de données localisée sur un serveur du BCS permettra d'accéder directement à ces données. Elle sera l'occasion d'une remise en cause complète d'un certain nombre de concepts et ainsi de mieux répondre aux exigences diverses des différents services ou organismes demandeurs d'information. Le lien entre les données de captures plus précises en terme de zone de pêche et de technique de pêche et de lieu de débarquement et de pavillon du navire et les données de ventes plus sommaires mais disponibles plus rapidement sera complètement revu. Des données provisoires de captures seront générées à partir de la seule connaissance des ventes puis mises à jour lors de la connaissance précise des captures. Ce système permettra d'estimer très rapidement des données permettant de répondre quasi instantanément aux exigences communautaires qui assurent un suivi régulier de la consommation des quotas ; puis d'affiner au fur et à mesure les données réelles qui seront utilisées pour des études plus fines et plus ciblées demandant de disposer d'informations riches et précises.

## **3. Opérations répétitives**

Les opérations habituelles de collecte de données de production se poursuivront en continu pour le secteur de la pêche avec une recherche constante d'amélioration et d'adaptation des chaînes de traitement : actions visant à améliorer l'exhaustivité des retours des documents administratifs de collecte et la qualité des données produites en renforçant les contrôles et en complétant la capacité d'expertise des agents.

## **4. Allègement de la charge statistique des entreprises**

Jusqu'en 2001, l'enquête annuelle sur les cultures marines était une enquête exhaustive. Elle n'a pas eu lieu en 2002 pour cause de recensement mais sera relancée après rénovation dès 2003. Toutefois, elle demeurera exhaustive cette première année de reprise. Il est envisagé d'étudier le passage à une enquête par sondage dès 2004 en s'appuyant sur l'existence d'une base fiable constituée à l'issue du recensement de 2002. L'année 2003 sera donc consacrée à la réflexion qui devrait permettre d'alléger la charge statistique dès 2004.

## **5. Aspects particuliers du programme 2003**

### **5.1 Aspects régionaux et locaux**

Les résultats de l'enquête annuelle des cultures marines sont très pauvres pour ce qui concerne les données régionales principalement du fait que la production de coquillage fait l'objet de nombreux transferts de ceux-ci entre différentes régions. Le phénomène est complexe et pouvait difficilement être appréhendé dans le cadre d'une enquête légère. En revanche, l'étude des transferts est un point fort du recensement de 2002 et les analyses réalisées en 2003 permettront de bien rendre compte des productions régionales de coquillages.

## **5.2 Aspects « environnement »**

Aucune évolution prévisible en 2003.

## **5.3 Aspects européens**

Les statistiques concernant la pêche et les cultures marines sont complètement ancrées dans un cadre européen du fait de la politique commune des pêches. Une partie importante de l'activité du bureau est mobilisée pour répondre à des règlements communautaires toujours plus nombreux et à des besoins spécifiques d'informations exprimés par la Commission européenne. La plupart des évolutions évoquées dans le programme 2003 ont pour but d'aider le bureau à améliorer son efficacité afin de répondre aux exigences communautaires.

## **6. Liste des publications**

Le bureau central des statistiques de la DPMA, ne possède pas actuellement son propre support de publication. Les principales données concernant les pêches et les cultures marines sont publiées dans Agreste, la revue de la statistique agricole, dans les publications d'organismes partenaires et dans celles des organismes internationaux (Eurostat, OCDE, FAO...).

Le bureau doit continuer à renforcer en 2003 sa capacité à valoriser la production statistique de la pêche et de l'aquaculture en publiant davantage d'informations dans des délais plus courts et en réalisant des études par exemple à partir des données du recensement de la conchyliculture.

## **7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003**

Les principales orientations du programme à moyen terme sont pour l'essentiel respectées. Les réalisations prennent malheureusement plus de temps qu'initialement prévu pour des raisons souvent variables d'une action à l'autre mais les améliorations apportées au système d'information sont conformes au programme initial.

## Mutualité sociale agricole - MSA

### 1. Exposé de synthèse

La direction des Statistiques et des Etudes Economiques et Financières de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) produit, valide et met à disposition les statistiques du régime agricole. Ces statistiques font partie des éléments justificatifs financiers détaillés des recettes et des dépenses que doit fournir à sa tutelle la MSA en tant que gestionnaire d'un service public. Elles permettent également la réalisation de simulations nécessaires à l'évaluation de l'impact de mesures nouvelles économiques ou sociales. Pour cela, elle crée ou maintient des systèmes d'informations par branche de cotisations (salariées et non-salariées) et de prestations (maladie, famille, vieillesse et accidents du travail).

La direction gère également l'Observatoire Économique et Social (OES) qui valorise les informations statistiques dans le domaine économique et social. Celui-ci couvre quatre champs de connaissances : santé, retraite, famille et économie agricole.

Les travaux relatifs aux systèmes d'informations de la Direction (création, refonte ou maintenance) répondent essentiellement aux besoins suivants :

- recherche de cohérence entre les diverses sources d'informations gérées par la CCMSA et des autres régimes de protection sociale (données comptables et données statistiques) et recherche d'exhaustivité et de pertinence tant en matière de champ que de variables observées,
- enrichissement des informations disponibles pour répondre aux évolutions de la législation ou à des demandes ponctuelles (convention d'objectifs et de gestion signée entre la MSA et l'État),
- automatisation des remontées d'informations pour gagner en rapidité, productivité et dans le respect des normes de qualité.

### 2. Travaux nouveaux

La MSA a été sollicitée par l'Institut national de la statistique et de études économiques (INSEE) pour une demande de partenariat dans le cadre du suivi annuel et conjoncturel de l'emploi. Cette demande s'inscrit dans le cadre de l'article 7bis de la loi du 7 juin 1951 qui autorise l'INSEE à exploiter à des fins statistiques les données administratives. Les données individuelles et anonymisées sont composées d'un descriptif des contrats de travail. La périodicité du flux d'information est annuelle.

### 3. Opérations répétitives

Les travaux répétitifs du département Statistiques de la CCMSA se distinguent par branche de législation et support statistique et figurent dans les tableaux des pages suivantes.

### 4. Liste des publications

- **Catalogue de l'observatoire économique et social de la MSA**

Éditions StatOES récentes et/ou ponctuelles

- **Économie agricole : non-salariés**

Le célibat chez les exploitants agricoles en 1995 (février 1997, 4 pages, gratuit)

Vivre et travailler au pays, lieu de naissance, lieu d'exploitation des agriculteurs (mars 1997, 4 pages, gratuit)

La pluriactivité des exploitants agricoles en 1996 (janvier 1998, 4 pages, gratuit)

- Les agriculteurs en 1995 : analyse et typologie à partir de l'enquête Agripanel 1995 (décembre 1997, étude 66 pages, 32 francs, synthèse 4 pages, gratuit)
- L'agrandissement des superficies moyennes entre 1995 et 1996 (février 1998, 8 pages, gratuit)
- La formation des exploitants agricoles en 1995 (mars 1998, 4 pages, gratuit)
- La population des exploitants agricoles entre 1992 et 1997 (avril 1998, 4 pages, gratuit)
- Les formes juridiques en agriculture : évolutions et réalités (août 1998, 4 pages, gratuit)
- La population des femmes chefs d'exploitation en 1997 (août 1998, 4 pages, gratuit)
- Le budget annexe des prestations sociales agricoles en 1998. Évolution depuis 10 ans (septembre 1998, 4pages, gratuit). Les installations aidées et non aidées en agriculture en 1998 (août 1999, 4 pages, gratuit)
- La population des exploitants agricoles en 1998 (août 1999, 4 pages, gratuit)
- Les caractéristiques des exploitants selon le type d'imposition en 1998 (avril 2000, 4pages)
- Les personnes protégées en AMEXA en 1999 (juillet 2000, 4 pages)
- Analyse de la population gérée en MSA. Etat des lieux à partir des données disponibles en MSA pour une approche globale de la précarité. Données nationales et départementales (août 2000, 4 pages).
- Les caractéristiques des exploitants selon le type d'imposition en 1998 (avril 2000, 4 pages)
- Les personnes protégées en AMEXA en 1999 (juillet 2000, 4 pages)
- Analyse de la population gérée en MSA. Etat des lieux à partir des données disponibles en MSA pour une approche globale de la précarité. Données nationales et départementales (août 2000, 4 pages).
- La population des exploitants agricoles en 1999 (janvier 2001, 4pages)
- Bilan de l'installation des jeunes agriculteurs sur la période 1995-1999 (janvier 2001, 24 pages)
- L'agrandissement des exploitations entre 1999 et 2000 (avril 2001, 32 pages)
- Les caractéristiques des exploitants selon le type d'imposition en 2000 (mai 2001, 4 pages)
- Les conjoints collaborateurs cotisant en l'an 2000 (juillet 2001, 4 pages)
- La population des exploitants agricoles en 2000 (juillet 2001, 4 pages)
- Les cotisants de solidarité en 2000 (août 2001, 4 pages)
- Les chiffres repères des actifs non salariés en 2000 (septembre 2001, 365 pages)

- **Économie agricole : salariés**

- Le travail salarié dans le système d'emploi agricole : une analyse des trajectoires professionnelles (septembre 1996, 36 pages, 18 francs). Le salariat agricole en 1995 (juin 1997, 9 pages, gratuit)
- La viticulture en 1995 (juillet 1997, 4 pages, gratuit)
- Titre emploi saisonnier agricole : bilan quantitatif de l'année 1997 (septembre 1998, 12 pages, gratuit)
- Groupements d'employeurs et précarité de l'emploi (avril 1999, 9 pages, gratuit)
- Gros plan sur un secteur d'activité agricole : les contrats à durée déterminée dans la viticulture en 1997 (juin 1999, 16 pages, gratuit)
- Les aides à l'emploi dans le régime agricole : les contrats de travailleurs occasionnels en 1997 (août 1999, 26 pages, gratuit)
- Les aides à l'emploi dans le régime agricole : les apprentis dans le régime agricole en 1997 (octobre 1999, 20 pages, gratuit)
- Gros plan sur un secteur d'activité agricole : la coopération et sa place dans les industries agro-alimentaires (mars 2000, 18 pages)
- Gros plan sur un secteur d'activité agricole : les organismes de service hors banque et assurance (juin 2000, 12 pages)
- Analyse de la population gérée en MSA. Etat des lieux à partir des données disponibles en MSA pour une approche globale de la précarité. Données nationales et départementales (août 2000, 4 pages)
- Les emplois à durée indéterminée. Analyse de la mobilité des salariés en CDI dans le régime agricole (avril 2001, 52 pages)

Tableau de bord de l'emploi (avril 2001, 326 pages)

Les contrats d'insertion dans le régime agricole en 1999. Etude. (décembre 2001, 37 pages)

Les bénéficiaires de l'exonération jeune agriculteur de 1995 à 2000. Etude (décembre 2001, 24 pages)

L'exonération partielle de cotisations sociales des jeunes agriculteurs de 1995 à 2000. Synthèse (décembre 2001, 4 pages)

Les contrats d'insertion dans le régime agricole en 1999. Synthèse. (janvier 2002, 4 pages)

La distribution des salaires en agriculture en 1999. Etude. (janvier 2002, 33 pages)

La distribution des salaires en agriculture en 1999. Synthèse. (janvier 2002, 5 pages)

- **Annuaire statistique**

Résultats provisoires 1997 (juin 1998, 44 pages, gratuit)

Résultats départementaux 1997 (janvier 1999, 450 pages, 100 F)

Accidents du travail 1997 (janvier 1999, 160 pages, 50 F)

Résultats nationaux 1997 (février 1999, 214 pages, 140 F)

Résultats provisoires 1998 (juin 1999, 48 pages, gratuit)

Résultats départementaux 1998 (avril 2000, 462 pages, 100 F)

Résultats nationaux 1998 (mars 2000, 214 pages, 140 F)

Accidents du travail 1998 (mars 2000, 160 pages, 50 F)

Résultats provisoires 1999 (octobre 2000, 48 pages)

Résultats nationaux 1999 (juin 2001, 334 pages)

Accidents du travail 1999 (août 2001, 162 pages)

Résultats départementaux 1999 (août 2001, 692 pages)

Annuaire statistique Maladie - Résultats départementaux 2000 (décembre 2001, 357 pages)

Annuaire statistique Vieillesse - Résultats départementaux 2000 (janvier 2002, 70 pages)

Annuaire statistique Prestations familiales, Logement, RMI - Résultats départementaux 2000 (janvier 2002, 104 pages)

Annuaire statistique Données d'ensemble, Cotisations - Résultats départementaux 2000 (janvier 2002, 140 pages)

<b>Articles parus dans OES mensuel en 2001</b>		
<b>Economie agricole</b>	→ <b>La crise bovine.</b> 69 000 exploitants producteurs de bovins seraient concernés par le report de cotisations à 50 % et 59 000 autres par celui à 30 % en 1999.	<b>JANVIER 2001 N°71</b>
	→ Les exploitants agricoles en 1999 en baisse de 2 % par rapport à 1998. La MSA dénombre 602 411 exploitants agricoles en 1999.	<b>JANVIER 2001 N°71</b>
	→ <b>Actifs agricoles : 1,3 million de cotisants "temps plein" au régime agricole en 1999.</b> Les actifs non salariés représentent 54 % des actifs agricoles et les actifs salariés "Equivalents temps plein" représentent 46 %.	<b>JANVIER 2001 N°71</b>
	→ <b>La filière bois-forêt : soumise à une forte rotation de ses effectifs salariés, elle fait l'objet d'une série de mesures dans le projet de loi d'orientation forestière.</b> 46 % des salariés présents en 1997 dans la filière bois l'ont quittée en 1999.	<b>FEVRIER 2001 N°72</b>
	→ <b>Le nombre de chefs d'exploitation descend sous la barre des 600 000 en 2000.</b> Le nombre de chefs d'exploitation diminue de 1,9 % par rapport à 1999.	<b>MARS 2001 N°73</b>
	→ <b>La fièvre aphteuse en France.</b> Les 144 282 éleveurs de bovins, ovins, caprins et porcins cotisent pour 3,7 milliards de francs.	<b>MARS 2001 N°73</b>
	→ <b>Les caractéristiques des exploitants selon le type d'imposition en 2000.</b> La part des exploitants au réel est passée de 28 % en 1992 à 54 % en 2000.	<b>AVRIL-MAI 2001 N°74</b>
	→ <b>L'agrandissement des exploitations : hausse de 7 hectares de la superficie moyenne entre 1993 et 2000.</b> La superficie globale agricole exploitée passe de 37,4 ha en 1993 à 44,4 ha en moyenne en 2000.	<b>AVRIL-MAI 2001 N°74</b>
	→ <b>Les emplois à durée indéterminée : 37 % de contrats CDI ont concerné moins de 12 mois d'activité sur l'année 1999 au régime agricole.</b> Le secteur "culture et élevage" a totalisé le plus grand nombre de CDI, suivi par le secteur tertiaire agricole.	<b>AVRIL-MAI 2001 N°74</b>
	→ <b>Les conjoints collaborateurs : 82 055 cotisants en 2000.</b> Le nombre cumulé de conjoints collaborateurs et de conjoints participant à l'exploitation évolue de + 2,2 % en 2000 par rapport à 1999 après une évolution de - 10 % par an pendant les années 90.	<b>JUIN 2001 N°75</b>

	<b>Articles parus dans OES mensuel en 2001</b>	
<b>Economie agricole (suite)</b>	→ <b>Les formes juridiques en agriculture : les formes sociétaires représentent 33 % en 2000.</b> La proportion des exploitants établis à titre individuel passe de 79 % en 1992 à 64 % en 2000.	JUIN 2001 N°75
	→ <b>Les cotisants de solidarité visés par l'article 1003-VI du code rural : -18 % entre 1991 et 2000.</b> 27 % des cotisants solidaires ont plus de 70 ans.	JUIN 2001 N°75
	→ <b>L'installation des jeunes agriculteurs en 2000 : une installation pour 3 départs.</b> Le nombre de nouveaux installés est de 10 748 en 2000.	NOVEMBRE 2001 N°78
	→ <b>L'exonération partielle de cotisations sociales des jeunes agriculteurs de 1995 à 2000 : 77 % des installés sont exonérés la 1<sup>ère</sup> année.</b> L'effectif global de jeunes agriculteurs bénéficiaires d'exonérations partielles est de 28 321 en 2000.	NOVEMBRE 2001 N°78
	→ <b>La rémunération horaire brute d'un emploi en production agricole est de 51,9 francs de l'heure en 1999 mais un emploi sur 2 est rétribué moins de 45,4 francs de l'heure.</b> Un CDD a en moyenne une rémunération horaire supérieure de 26 % à celle d'un CDI qui est de 45 F de l'heure.	NOVEMBRE 2001 N°78
	→ <b>Commission des comptes de l'agriculture de la nation pour 2001.</b> Les revenus agricoles baissent globalement de 1,1 % en terme réel, mais augmentent de 1 % par actif agricole.	DECEMBRE 2001 N°79
	→ <b>Les jeunes exploitants en 2000 : données de cadrage.</b> Le nombre de chefs d'exploitation de moins de 40 ans est de 199 136 en 2000, soit 34 % de l'ensemble des chefs d'exploitation.	DECEMBRE 2001 N°79
	→ <b>L'écart d'évolution du pouvoir d'achat entre exploitants et salariés agricoles lors du basculement CSG/maladie justifierait une revalorisation des pensions d'invalidité AMEXA au niveau de celles de l'AAEXA.</b> Les salariés ont connu un gain de pouvoir d'achat de 1,4 % depuis 1997, les non-salariés n'ont pas eu de gain de pouvoir d'achat en moyenne.	DECEMBRE 2001 N°79
	→ <b>La filière cheval : 4 692 employeurs, 19 604 salariés en 2000.</b> Le nombre d'employeurs représente 2,5 % de l'ensemble des employeurs de main d'œuvre du régime agricole, les emplois agricoles représentent 1,7 % des emplois équivalents temps plein.	DECEMBRE 2001 N°79
	→ <b>Création d'un contrat vendanges en 2000.</b> En 2000, l'exonération de charges salariales s'élève à 88,2 millions de francs dans le cadre du contrat vendanges.	DECEMBRE 2001 N°79

<b>Articles parus dans OES mensuel en 2001</b>		
<b>Démographie agricole</b>	<p>→ <b>Ralentissement de la baisse des effectifs de personnes protégées en AMEXA : 2 286 128 personnes en 2000, soit - 2,3 % par rapport à 1999.</b></p> <p>Le ralentissement est encore plus marqué chez les assurés actifs : - 1,8 % en 2000 contre - 2,8 % en 1999.</p>	<b>JUIN 2001 N°75</b>
<b>Cotisations des non-salariés agricoles</b>	<p>→ <b>Coexistence de 4 modes principaux de calcul de l'assiette "revenu professionnel" en 2000.</b></p> <p>Le nombre d'assiettes possibles de cotisations sociales qui était de 4 en 2000 passera à 2 en 2001.</p>	<b>JUILLET AOUT 2001 N°76</b>
<b>Cotisations non-salariés agricoles</b>	<p>→ <b>Taux des cotisations complémentaires des non-salariés agricoles : 35 CMSA au taux pivot pour l'ensemble des risques en 2000.</b></p> <p>La marge de manœuvre des taux de cotisations complémentaires départementaux des non-salariés par branche et par catégorie d'assiette est de plus ou moins 10 % des taux de référence en 2000 contre 15 % en 1999.</p>	<b>FEVRIER 2001 N°72</b>



Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 2003
<b>ACTIVITÉ SALARIÉE</b>	- <b>SISAL</b> : Système d'information des salariés agricoles	Emissions de cotisations et contributions sociales	Exhaustif	Trimestriel	Employeurs Effectifs cotisants  Entreprises, établissements, activités, salariés, contrats de travail, déclarations de main d'œuvre, cotisations et contributions sociales	États récapitulatifs trimestriels États récapitulatifs annuels Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux Synthèses et Etudes de l'emploi agricole Observatoire de l'emploi agricole UNEDIC : Fichier trimestriel et annuel des cotisants UNEDIC Ministère de l'Agriculture : tableaux de bord trimestriel et annuel de l'emploi	Maintenance en fonction des évolutions législatives portant sur les charges sociales
<b>ACTIVITÉ NON SALARIÉE</b>	- <b>Réseau trois branches SIERA</b>	Assiettes, Cotisations et cotisants Entreprises	Cotisants actifs	Annuel	Chef d'exploitation Exploitation Assiette Cotisations Ventilations des cotisations, des assiettes des cotisants	Études financières Observatoire des cotisants non-salariés COTAGRI Études financières États récapitulatifs annuels  Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	- <b>Suivi des installations en agriculture</b>	Exploitants agricoles assujettis par la MSA	Exhaustif	+Enquête complémentaire à la demande des MSA	Caractéristiques de l'exploitant et de l'exploitation Stratégie d'adaptation Conditions de l'installation		